

Unité départementale de l'Oise
283, rue de Clermont
ZA de la Vatine
60000 Beauvais

Beauvais, le 07/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SUEZ RV Ile-de-France

19 rue Emile DUCLAUX
CS 10001
92150 Suresnes

Références : IC-R/0203/24-SD/SL
Code AIOT : 0005106546

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/06/2024 dans l'établissement SUEZ RV Ile-de-France implanté rue de la Gare 60240 Liancourt-Saint-Pierre. L'inspection a été annoncée le 29/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV Ile-de-France
- rue de la Gare 60240 Liancourt-Saint-Pierre
- Code AIOT : 0005106546
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'installation de stockage de déchets non dangereux de Liancourt Saint-Pierre a été autorisée à étendre ses activités par arrêté préfectoral du 08/12/2016. Cette extension porte sur l'exploitation de 10 casiers pour une durée maximale de 10 ans à compter de la date de réception des premiers déchets. Les conditions d'exploitation de l'installation ont été modifiées par un arrêté préfectoral complémentaire du 13/10/2020. Cet arrêté reprend l'ensemble des dispositions de l'arrêté d'autorisation du 08/12/2016.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Information préalable	AP Complémentaire du 13/10/2020, article 3.3.2.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au vu des éléments constituant le dossier de conformité réglementaire des travaux de création du casier 10, les aménagements réalisés sur le casier 10 de la zone d'extension LSP3 permettent de répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 13/10/2020. En particulier, l'exploitant a fourni un dossier technique établi par un organisme tiers qui conclut à la conformité des barrières de sécurité passive et active et des équipements de collecte et stockage des lixiviats. En conséquence, l'inspection des installations classées n'émet pas d'objection à l'exploitation du casier 10 de LSP3.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Information préalable

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/10/2020, article 3.3.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Ouverture d'un casier
Prescription contrôlée : Avant le début de l'exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux, l'exploitant informe le préfet de la fin des travaux d'aménagement de l'installation par un dossier technique réalisé par un organisme tiers chargé d'établir la conformité de l'installation aux conditions fixées par le présent arrêté et l'arrêté préfectoral d'autorisation notamment l'existence : <ul style="list-style-type: none">- de la géomembrane et du dispositif de drainage (articles 3.3.1.3 à 3.3.1.7) ;- des équipements de collecte et de stockage des lixiviats (article 5.3.2.3) ;- du réseau de contrôle des eaux souterraines (article 10.2.6.2) ;- de plusieurs fossés extérieurs de collecte (article 5.2.5), des bassins de stockage des eaux de ruissellement et de la procédure permettant de s'assurer de la réalisation d'une analyse avant rejet (articles 5.3.2.1 et 5.3.2.2) ;- des procédures et équipements permettant de respecter les conditions d'admission des déchets (chapitre 3.2) et de débroussaillage des abords du site (article 8.1.4) et les moyens de lutte contre l'incendie (article 8.2.2) ;- d'une analyse initiale des eaux souterraines (article 10.2.6.2), du relevé topographique (article 3.4.3.1) et de la qualité de l'air (article 10.2.1.3). Avant tout dépôt de déchets, le préfet fait procéder par l'inspection des installations classées à une visite du site afin de s'assurer de la fiabilité du dossier établi par l'organisme tiers. L'admission des déchets ne peut débuter que si le rapport conclut positivement sur la base des vérifications précitées. Avant l'exploitation de chaque nouveau casier, l'exploitant informe le préfet de la fin des travaux

d'aménagement par un dossier technique réalisé par un organisme tiers chargé d'établir la conformité de l'installation aux conditions fixées par le présent arrêté et l'arrêté préfectoral d'autorisation notamment de l'existence :

- de la géomembrane et du dispositif de drainage (articles 3.3.1.3 à 3.3.1.7) ;
- des équipements de collecte et de stockage des lixiviats (article 5.3.2.3).

Avant tout dépôt de déchets dans un nouveau casier, le préfet fait procéder par l'inspection des installations classées à une visite du site afin de s'assurer de la fiabilité du dossier établi par l'organisme tiers. L'admission des déchets dans le casier ne peut débuter que si le rapport conclu positivement sur la base des vérifications précitées.

Constats :

Cf rapport en annexe : grille d'étude du dossier de conformité réglementaire des travaux de création du casier 10

Type de suites proposées : Sans suite